

CH_VB 20019288 vom 5. Dezember 1990

Bundesverwaltung, 1990-12-05, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb__td_class__metadataCell__20019288__td_

FR: CH_VB 20019288 du 5 décembre 1990

IT: CH_VB 20019288 del 5 dicembre 1990

Erwägungen

E. 5

Dezember 1990 N 2177 AHV/IV-Renten. Teuerungszulage 1991 une montée de l'inflation. Le renchérissement se situera certainement autour des 6 pour cent à la fin de l'année. L'article 33ter de la loi sur l'AVS/AI stipule que «les rentes et les allocations pour impotents de l'AVS/AI sont adaptées périodiquement à révolution des salaires et des prix, en règle générale tous les deux ans». Le Conseil fédéral a tout de même la compétence d'adapter les rentes avant l'expiration du délai de deux ans lorsque l'indice des prix à la consommation a subi une hausse de plus de

E. 8

pour cent l'année précédente. Même si ce taux ne sera vraisemblablement pas atteint à la fin de l'année, le Conseil fédéral a estimé que le pouvoir d'achat des rentiers AVS/AI diminuait régulièrement depuis le début de l'année. De plus, de nombreuses hausses de prix sont annoncées pour 1991, notamment les cotisations des caisses-maladie, les loyers, les tarifs postaux, la redevance radio-TV, et j'en passe. Il a donc estimé ne pas pouvoir attendre jusqu'à la fin 1991 pour décider d'allouer une allocation de renchérissement. La loi ne lui permettant pas de faire cet exercice, il a présenté au Parlement un message proposant une disposition législative. Il s'agit d'une allocation de renchérissement extraordinaire, versée en deux acomptes, l'un en avril et l'autre au mois d'août. La commission s'est réunie le 8 novembre dernier pour examiner cet objet. Il faut relever tout d'abord qu'il ne s'agit pas là d'un arrêté urgent, mais d'un objet qui doit être traité rapidement pour pouvoir entrer en vigueur l'année prochaine. Il doit donc être voté par les deux Chambres lors de la session d'hiver. Le délai référendaire expirera à fin mars. La commission s'est interrogée sur la manière d'attribuer ces allocations de renchérissement. Fallait-il le faire en deux versements, comme le propose le Conseil fédéral, ou ne valait-il pas mieux verser un premier acompte en avril et le solde en neuf versements mensuels? La commission en a largement discuté et a finalement décidé à l'unanimité de s'en tenir à la proposition du Conseil fédéral, d'une part pour des raisons de simplification administrative et, d'autre part, pour ne pas créer de divergence avec le Conseil des Etats. La question a également été posée de savoir si d'autres assurances comme la CNA ou l'assurance militaire par exemple pouvaient également être concernées par cette disposition. La commission a écarté cette hypothèse dans la mesure où les rentes de l'AVS constituent vraiment une base dans le revenu. Comme le Conseil fédéral, la commission a estimé que cette opération d'urgence ne devrait pas se renouveler et dans cette perspective elle a accueilli avec satisfaction la proposition du Conseil fédéral de revoir l'article 33ter de la loi sur l'AVS/AI en vue de modifier la manière de tenir compte du renchérissement, la disposition actuelle étant par trop restrictive. Un message doit nous être distribué ce mois-ci encore et être traité en 1991. L'adoption de cet arrêté fédéral aura des conséquences financières non négligeables,

notamment sur le budget 1991. Il en coûtera 237 millions supplémentaires à la Confédération et 48 millions aux cantons. Le budget que nous avons voté en tient compte. La commission a adopté à l'unanimité ce projet d'arrêté fédéral relatif à l'octroi d'une allocation de renchérissement pour l'année 1991 et vous propose aujourd'hui d'en faire de même.

Begrüssung - Bienvenue Präsident: Ich benütze die Gelegenheit, um Herrn Bundesrat Flavio Cotti - auch in Ihrem Namen - ganz herzlich zu seiner Wahl zum Bundespräsidenten für das Jahr 1991 zu gratulieren. (Beifall)

M. Philipona: Le groupe radical soutient la proposition d'accorder aux rentiers AVS une allocation de renchérissement, ceci avant le terme prévu dans la loi. Nous constatons que les raisons de verser un supplément aux bénéficiaires de rentes AVS/AI sont fondées sur des motifs importants. Le renchérissement atteint très durement tout particulièrement les rentiers dont la base d'existence repose exclusivement ou principalement sur les rentes AVS/AI. Les personnes ainsi concernées sont plus nombreuses qu'on ne le croit généralement. Le rythme d'adaptation des rentes prévu par la loi, actuellement fixé à deux ans, peut occasionner à ces rentiers une perte du pouvoir d'achat de leur rente de 10 à 15 pour cent. Ceci représente des rigueurs sociales inacceptables dans nos conditions actuelles. Dans la mesure où la politique mondiale au cours de l'année à venir restera marquée par l'insécurité, il faut s'attendre à de nouveaux et graves mouvements de prix sur les marchés mondiaux. Le relèvement des taux hypothécaires, l'augmentation d'ores et déjà mise en route de nombreux tarifs et taxes, l'environnement inflationniste général sont des faits qui auront pour effet que la poussée du renchérissement va se poursuivre malgré les efforts du gouvernement. La manière choisie par le Conseil fédéral pour l'octroi de cette augmentation sous la forme d'une allocation de renchérissement a certes quelques inconvénients. Il est important de relever que cette forme est très simple et ne nécessitera aucun personnel supplémentaire. Cet aspect est très important pour un arrêté qui ne doit être en vigueur que durant une année. Le groupe radical a favorablement pris note que le Conseil fédéral proposera une modification de la loi sur l'AVS dans le but de rendre plus flexible l'adaptation des rentes à l'évolution des salaires et des prix. C'est à l'unanimité que le groupe radical votera cet arrêté.

Reimann Fritz: Die sozialdemokratische Fraktion stimmt dem Bundesbeschluss für eine Teuerungszulage an die AHV/IV-Rentner im Jahre 1991 zu. Wir teilen die Meinung des Bundesrates, dass die Forderung der AHV/IV-Rentnerinnen und -Rentner nach einer Teuerungszulage für das nächste Jahr legitim ist und dass es in einer Zeit, in der die Erwerbstätigen in der Regel in den Genuss einer jährlichen Teuerungsanpassung gelangen, nicht verständlich wäre, wenn diese Vorteile gerade den AHV/IV-Rentnerinnen und -Rentnern vorenthalten blieben. Auf jeden Fall ist die Hürde von 8 Prozent Teuerung, welche für den Anspruch auf einen Ausgleich erreicht werden muss, nicht mehr haltbar. Das ist auch die einhellige Meinung der nationalrätlichen Kommission. Nachdem sich dieser Konsens auch im Rat bereits in der Herbstsession bei der Behandlung meiner dringlichen Interpellation abgezeichnet hat, steht der grundsätzlichen Zustimmung kaum mehr etwas im Weg. Sowohl in der Kommission als auch in unserer Fraktion drehte sich die Diskussion nur noch um die Art und Weise und um den Zeitpunkt der Auszahlung. Wohl am gerechtesten wäre eine monatliche Auszahlung der Zulage. Man würde damit am besten den Mutationen bei den Rentnerinnen und Rentnern Rechnung tragen. Wir haben Verständnis dafür, dass aus technischen Gründen die erste Auszahlung nicht vor dem Monat April erfolgen kann. Von da an wäre allerdings eine monatliche Auszahlung möglich. Gegen eine monatliche Auszahlung spricht die Tatsache, dass möglicherweise bei den kantonalen und lokalen Ausgleichskassen für die Berechnung der Zusatzrenten der Teue-

rungsausgleich auf den AHV-Renten angerechnet würde. Das würde zu einer Kürzung der Zusatzrenten führen. Und das ist natürlich nicht die Meinung. Die gewährte Teuerungszulage auf den AHV-Renten würde damit durch Kürzung der Zusatzrenten quasi kompensiert. Bei den für Zusatzrenten Berechtigten handelt es sich um diejenigen Rentnerinnen und Rentner, die am ehesten auf den Ausgleich der Teuerung angewiesen sind. Aus diesem Grunde stimmt unsere Fraktion der Auszahlung in zwei Raten - im April und im August - zu, auch wenn dadurch gewisse Ungerechtigkeiten und Ungereimtheiten nicht ganz vermieden werden können.

Rentes AVS/AI. Allocation de renchérissement 1991 2178 N 5 décembre 1990 Unsere Fraktion ist auch der Auffassung, dass diese ausserordentliche Zulage auf die AHV- und IV-Renten beschränkt werden soll. Wir möchten jedoch den Bundesrat auffordern, bei den Vorbereitungen für eine definitive Lösung im Sinne einer Harmonisierung nebst den AHV-Renten und dem AHV-Gesetz auch andere Institutionen zu überprüfen, z. B. die Suva-Renten, für die beim Teuerungsausgleich eine ähnliche gesetzliche Regelung besteht wie bei der AHV. Die Kommission ist aus begrifflichen Gründen auf ein Gesuch der Suva-Direktion, das ihr in letzter Minute unterbreitet wurde, nicht eingetreten. Aber langfristig stellt sich das Problem des jährlichen Teuerungsausgleichs bei der Suva mit dem gleichen Recht wie bei der AHV/IV. In diesem Sinne und mit dieser Auflage können wir der Vorlage des Bundesrates zustimmen und bitten Sie, das gleiche zu tun. Luder: Die Fraktion der Schweizerischen Volkspartei stellt sich in die Reihen der Befürworter zur Auszahlung einer ausserordentlichen Teuerungszulage an die Bezüger von AHV- und IV-Renten. Die Fraktion steht hinter der bundesrätlichen Vorlage für eine zweimalige Auszahlung im Monat April und im Monat August des Jahres 1991. Wir sehen keine Möglichkeit in diesem beschleunigten Verfahren, auf andere Versicherungsleistungen ebenfalls eine zusätzliche Teuerungszulage auszurichten. Wir sind uns bewusst, dass die Ausrichtung dieser Zulage dem Bund zusätzliche Ausgaben von 237 Millionen Franken bringen wird, die nicht im Budget aufgeführt waren. Für die Kantone fallen 48 Millionen Franken an. Es gibt aber keine andere Lösung, um die nötige Auszahlung der zusätzlichen Teuerungszulage vorzunehmen. Ab 1992 erfolgt ja der ordentliche Einbau in die Renten. Wir beantragen Zustimmung zur bundesrätlichen Vorlage. Widrig: Die christlichdemokratische Fraktion befürwortet die vorgesehene Ausrichtung der Teuerungszulage auf AHV/IV-Renten für das Jahr 1991 und erachtet die vom Bundesrat vorgeschlagenen zwei Auszahlungsschritte, also April und August, als richtig. Es ist keine Rentenerhöhung, sondern es ist ein Teuerungsausgleich. Ich habe bereits in der Herbstsession dieses Jahres die Gründe für unsere Unterstützung dargelegt und verzichte darauf, sie nochmals detailliert zu wiederholen. Mit einer besonderen Botschaft wird der Bundesrat eine Aenderung von Artikel 33ter AHV-Gesetz auf den 1. Januar 1993 beantragen. Wir werden im Frühjahr 1991 darüber befinden. Obwohl das heute vorliegende Geschäft diese kommende Botschaft nicht direkt berührt, erlaube ich mir doch, kurz zwei Gedanken dazu zu äussern: Dass die Rentner Anspruch auf den Teuerungsausgleich haben, war auch vor 10 Jahren, bei der 9. AHV-Revision, unbestritten. Es waren ja volkswirtschaftliche Gründe, die zu dieser 8-Prozent-Grenze führten. Damals, 1979, hatten die Kommission Würzler und die AHV-Kommission nach langen, intensiven Beratungen vorgeschlagen, die Teuerungsanpassung nur alle zwei Jahre vorzunehmen. Dies nicht, um die Rentner zu ärgern, sondern in der Erkenntnis, dass eine Dynamisierung der Renten zuwenig Rücksicht auf die Wirtschaftslage nimmt, da namentlich in Phasen stagnierender Beschäftigung bei gleichzeitigem Anstieg des Preis- und Einkommensni-

veaus das finanzielle Fundament der AHV geschwächt wird. Die damals angesetzte Limite von 8 Prozent erachten wir in unserer Fraktion als zu hoch. Sie muss gesenkt werden. Persönlich denke ich an eine Grössenordnung von 4 oder 5 Prozent. Massgebend ist ja der Juni, so dass der Bundesrat im August beschliessen kann, wobei der zweijährige Auszahlungsmodus in der Regel beizubehalten ist. In der Regel heisst: mindestens mehrheitlich. Ein tieferes Ansetzen des jährlichen Teuerungsausgleiches, beispielsweise bei 1 oder 2 Prozent, erachte ich aus zwei Gründen nicht als sinnvoll: 1. Die häufigen Anpassungen auch kleiner Teuerungsausgleiche sind geeignet, die unerlässlichen Reserven des Ausgleichsfonds, die bei der zweijährigen Beurteilungsperiode durch die Gehaltserhöhung geäuftnet werden, zu mindern. 2. Der administrative Aufwand ist mit dem Ertrag zu vergleichen. Der Aufwand bei einem jährlichen 1- oder 2prozentigen Teuerungsausgleich ist für die kantonalen Ausgleichskassen doch recht erheblich. Da-an hängt ja alles, auch die zweite Säule und ebenso der Bereich der Ergänzungsleistungen, wo man auch die doppelte Arbeit hat, verglichen mit der doch relativ geringen Differenz bei der Auszahlung. Die christlichdemokratische Fraktion unterstützt einhellig die rasche Ausrichtung der Teuerungszulage auf die AHV/IV-Renten für das Jahr 1991 und beantragt Ihnen Zustimmung gemäss Text der bundesrätlichen Botschaft. Frau Stocker: Die grüne Fraktion unterstützt selbstverständlich die Vorlage zum Teuerungsausgleich bei den AHV/IV-Renten. Wissen Sie, wieviel der Preis der Cervelats in den letzten sechs Monaten gestiegen ist? Das wissen Sie vielleicht nicht. Wir wissen aber, um wieviel die Kostenindizes gestiegen sind. Wir haben die arithmetischen Mittel ermessen, wir haben die Kommastellen hinter der Teuerungsziffer berechnet, aber das alles nützt dem- und derjenigen nichts oder sehr wenig, der oder die von der Minimalrente leben muss. Das muss immer wieder gesagt werden: Wenn wir die Renten prozentual anpassen, dann machen wir eine ausgleichende Gerechtigkeit eben auch im linearen Sinn, und nie in dem des oder der Direktbetroffenen. Herr Bundespräsident Cotti hat das in der Kommission sehr elegant gemacht. Er hat uns gesagt, wie die Wirkung einer zweimaligen Auszahlung für die Betroffenen eben ist, und ich unterstütze ihn hier voll. Es wirkt wie ein persönliches Geschenk, wenn der Postbote im April und im September in den Altersheimen und in den Alterswohnungen eine Teuerungszulage verteilen kann. Wir sind selbstverständlich auch der Meinung, dass die in Aussicht gestellte neue Vorlage das Problem der Teuerung bei den Renten genereller und grundsätzlicher lösen muss; aber ehrlich gesagt: Ich bin nicht ganz unglücklich, dass wir für dieses Jahr noch keine vollständige Vorlage haben. Dieser zweimalige Ausgleich, dieses zweimalige Supplement, wiegt in der Hand derjenigen, die 800 Franken kriegen, mehr als in der Hand derjenigen, die in der Regel sowieso über 2000 oder 3000 Franken monatlich erhalten. Wir werden im Rahmen der 10. AHV-Revision unbedingt diese Fragen der Minimalrentenbezügerinnen und -bezüger grundsätzlich angehen müssen. Was wir jetzt machen, ist eine Geste, die wir voll befürworten können, und ich bitte Sie, dies auch zu tun. Günter: Unsere Fraktion stimmt dem Bundesbeschluss zu. Ich möchte dazu eine Bemerkung machen: Frau Stocker hat einleitend gesagt, die Teuerung wirke sich in der Regel unten höher aus als bei den höheren Lohnklassen. Das Bundesamt für Sozialversicherung hat, nachdem wir es vor acht Jahren darum ersucht haben und nachdem man das Postulat inzwischen vergeblich zu streichen versuchte, endlich eine kleine Studie über die finanzielle Situation von jungen Invaliden und seit langem Behinderten gemacht. Sie hat natürlich das aufgezeigt, was wir - diejenigen, die sich darum kümmern - wissen: Bei denjenigen, die Geburtsgebrechen haben, bei den jung Verunfallten und bei den Bahinderten seit der Kindheit ist die finanzielle Situation

schlecht. Sie wissen, bei der AHV und der IV sind die Renten gleich. Die Existenzsicherung bei den Minimalrenten - das gilt daher für die AHV und IV - ist nicht gegeben. Man versucht, die Situation mit Ergänzungsleistungen, Zusatzrenten und Hilflosenzuschüssen einigermaßen in den Griff zu bekommen. Das Vorgehen ist für Betroffene entwürdigend, auch wenn am Schluss die Leute nicht mehr verhungern müssen. Das Sozialwerk, das wir gestaltet haben, ist leider so geraten, dass gerade die Schwächsten unserer Gesellschaft durch die Maschen seines Netztes lallen, während für den Mittelstand eine Uebersicherung besteht. Nun ist unser Sozialwerk derart gigantisch und umfassend geworden, dass es, wie ein

5. Dezember 1990 N 2179 AHV/IV-Renten. Teuerungszulage 1991 grosses Schiff, kaum eine rasche Wende nehmen kann, ohne dass ein Unglück passiert. Man muss also Anpassungen langsam vornehmen. Eine der günstigen Anpassungsmöglichkeiten wäre bei den Teuerungszulagen: Man müsste unten einen Sockel schaffen, d. h. die Minimalrenten stärker anheben als die Maximalrenten, mit dem Ziel, die beiden mit der Zeit anzugleichen. So könnte man vielleicht einmal zu einer Minimalrente kommen, die existenzsichernd ist - so, wie es von der Sache her richtig und von der Verfassung vorgesehen ist. Als Vorbereitung dazu, Herr Bundesrat, wäre es sinnvoll, die Studie über die finanzielle Situation derjenigen, denen es in unserer Gesellschaft schlecht geht, d. h. die bei der AHV und bei der IV die Minimalrente bekommen, in einem etwas grösseren Masstab durchzuführen - diesmal nicht bloss als kleine Studie mit einem Kredit, den ein lebenswürdiger Beamter doch noch freigemacht hat, sondern z. B. als Nationalfondsprojekt. Bis jetzt wurde das in dieser Art für Behinderte zumindest nicht gemacht; es wäre aber ganz dringend, dies einmal nachzuholen, um so mehr, wenn man finanzielle Engpässe befürchtet; um so mehr, wenn man sagt, dass man Mittel in Zukunft vermehrt gezielt einsetzen will; um so mehr, wenn man weiss, dass die Minimalrente eben wirklich nicht existenzsichernd ist. Ich wollte diese Bemerkung hier noch anbringen, weil die jährliche Teuerungszulage eine gute Möglichkeit wäre, um das Steuer ganz sanft herumzudrehen. Im übrigen stimmt die LdU-EVP-Fraktion der Vorlage zu. Allenspach, Berichterstatter: Die Ausführungen von Kollege Günter bewegen mich zu zwei kurzen Ergänzungen. Wir haben hier eine Teuerungszulage zu diskutieren; es geht nicht um eine vorgezogene Diskussion um die 10. AHV-Revision. Bei der 10. AHV-Revision werden die von Kollege Günter genannten Probleme im Detail erörtert werden. Jedenfalls ist die Aussage nicht ganz richtig, dass die Minimalrenten ausschliesslich den Aermsten der Armen zukommen. Die sozialen Probleme liegen nicht bei den Minimalrentnern, sondern im unteren Drittel der Rentenskalen: Wir wissen aufgrund von umfassenden Untersuchungen, dass sehr viele Minimalrenten Personen zukommen, die keineswegs in der Bedrängniszone leben. M. Cotti, conseiller fédéral: Face à l'unanimité qui se manifeste dans ce conseil, je pense pouvoir me limiter à quelques indications générales. Comme différents représentants des groupes l'ont souligné, l'idée d'adapter les rentes AVS au renchérissement autrement que prévu par la loi n'est pas contestée face au niveau du renchérissement prévisible pour cette année. Il faudrait interpréter la proposition du Conseil fédéral de cette année comme un premier pas dans un domaine qui, dans ces prochaines années, va indiscutablement intéresser à fond le Parlement pour ce qui a trait à l'assurance sociale en général et à l'assurance-vieillesse en particulier. Puis-je essayer de vous faire connaître - d'ailleurs vous les connaissez déjà - les différents niveaux de cette approche du problème de l'assurance-vieillesse telle que la conçoit le Conseil fédéral? L'adaptation immédiate au renchérissement par une telle mesure extraordinaire serait le premier pas. Le deuxième pas

viendra et différents rapporteurs se sont exprimés à ce sujet. On doit intervenir d'urgence cette année, mais il faudra modifier tout de suite l'article 33 dont les conditions d'adaptation au renchérissement se révèlent absolument inadaptées et fondamentalement injustes. Probablement encore avant Noël, le Conseil fédéral, va transmettre le petit message concernant l'article 33 au Parlement. En troisième étape, il y a la 10e révision de l'AVS qui a considérablement progressé en commission du Conseil des Etats et qui devrait être traitée par le plénum du Conseil des Etats pendant la session de printemps. Je tiens à souligner que l'indication faite par M. Allenspach, soutenu en particulier par M. Günther mais aussi par Mme Stocker, est exacte. Au fond, ce ne sont pas tellement les rentes minimales qui posent des problèmes sociaux. C'est plutôt, comme le disait M. Allenspach, le tiers le plus bas des rentes qui pose ces problèmes. Entre parenthèses, je tiens à souligner que c'est la raison pour laquelle la modification de la formule de rente présentée par le Conseil fédéral ne touche en rien les rentes minimales, mais modifie plutôt la courbe dans le tiers inférieur. Vous avez pourtant raison, on pourra discuter de cela lors du débat matériel sur la 10e révision de l'AVS. Quatrième étape: comme le Conseil fédéral vous l'a annoncé, l'élément qui doit être traité sans précipitation - et nous avons le temps - c'est une évaluation générale des problèmes concernant l'assurance-vieillesse. Je vous indique quelques éléments très importants: d'une part, on a parlé des rapports entre le premier et le deuxième pilier, d'autre part, des problèmes en partie liés à l'évolution démocratique du financement à moyenne échéance, en particulier du premier pilier; on a parlé aussi de ce que devra être, peut-être davantage que maintenant, la philosophie du secteur de l'assurance, qui devrait, dans la 10e révision de l'AVS, éviter les principes toujours condamnés de l'arrosoir et qui devrait aller davantage en direction des personnes qui, dans notre société, sont réellement dans le besoin. Voilà ce que je voulais vous dire. J'ai profité de l'occasion pour vous indiquer les quatre étapes que nous allons bientôt aborder. Je suis reconnaissant au Conseil national de bien vouloir passer le premier cap sans problème et sans opposition. Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière Detailberatung - Discussion par articles Titel und Ingress, Art. 1-4 Antrag der Kommission Zustimmung zum Beschluss des Ständerates Titre et préambule, art. 1 -4 Proposition de la commission Adhérer à la décision du Conseil des Etats Angenommen -Adopté Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble Für Annahme des Beschlussentwurfes 104 Stimmen (Einstimmigkeit) Abschreibung - Classement Antrag des Bundesrates Abschreiben des parlamentarischen Vorstosses gemäss Seite 1 der Botschaft Proposition du Conseil fédéral Classer l'intervention parlementaire selon la page 1 du message Allenspach, Berichterstatter: Die Kommission ist mit 8 zu 6 Stimmen der Auffassung, dieses Postulat sei nicht abzuschreiben, weil wir es im Zusammenhang mit der 10. AHV-Revision umfassend behandeln möchten; erst nach der 10. AHV-Revision wäre eine Abschreibung dieses Postulates sinnvoll. Mme Déglise, rapporteur: La commission a décidé de ne pas classer ce postulat, étant donné que son contenu devra de toute façon être discuté lors du débat sur la 10e révision de l'AVS. Abstimmung - Vote Für den Antrag des Bundesrates Dagegen Minderheit offensichtliche Mehrheit An den Ständerat-Au Conseil des Etats

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali AHV/IV-Renten. Teuerungszulage 1991 Rentes AVS/AI. Allocation de renchérissement 1991 In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1990 Année

Anno Band V Volume Volume Session Wintersession Session Session d'hiver Sessione
Sessione invernale Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale
Sitzung 07 Séance Seduta Geschäftsnummer 90.064 Numéro d'objet Numero dell'oggetto
Datum 05.12.1990 - 08:50 Date Data Seite 2176-2179 Page Pagina Ref. No 20 019 288
Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der
Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de
l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino
ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.